



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/47/77
S/23486
28 janvier 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

(IN 1000)

FEB 3 1992

UN 1000

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-septième session
NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN
TRAITE D'INTERDICTION COMPLETE
DES ESSAIS NUCLEAIRES
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET
EXAMEN DE L'APPLICATION DES
RECOMMANDATIONS ET DECISIONS
ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE
GENERALE A SA DIXIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-septième année

Lettre datée du 28 janvier 1992, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre une lettre qui vous est adressée par
le Président de la Fédération de Russie, B. N. Eltsine.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la
présente lettre et de son annexe comme document de la quarante-septième
session de l'Assemblée générale, au titre des points intitulés "Nécessité
urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires",
"Désarmement général et complet" et "Examen de l'application des
recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième
session extraordinaire", et du Conseil de sécurité.

(Signé) Y. VORONTSOV

ANNEXE

Message daté du 27 janvier 1992, adressé au Secrétaire général par le
Président de la Fédération de Russie, B. N. Eltsine

Maintenant que la Russie s'est libérée des chaînes du totalitarisme et a recouvré la liberté et la démocratie, la tâche la plus importante qu'elle doit accomplir est de définir son rôle dans le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Elle doit le faire en tenant compte de la responsabilité particulière que lui confère son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Située au carrefour de l'Europe et de l'Asie, sur un territoire qui est la terre ancestrale de nombreux peuples de plusieurs continents, la Russie est appelée à accomplir enfin sa mission historique unique en devenant le lien qui unit l'Orient et l'Occident.

Or, cette tâche essentielle ne peut être accomplie qu'à deux conditions préalables : la stabilité au sein de l'ancienne Union soviétique et une coopération constructive avec les autres Etats en vue de renforcer la sécurité internationale.

Ayant pris conscience de cette haute responsabilité à l'égard du monde, la Russie, ainsi que le Bélarus, le Kazakhstan et l'Ukraine, ont pris des mesures en vue de placer les armes nucléaires sous un commandement commun sûr et en assurer la non-prolifération et nous avons agi pour conserver un noyau de forces armées unies sous un commandement unique et promouvoir un accord entre les nationalités.

Avec les autres membres de la communauté internationale, la Russie est prête à apporter une importante contribution à la création d'un espace mondial unique de coopération et de sécurité. C'est précisément cet objectif à long terme qui devra nous guider dans l'élaboration et la mise en oeuvre de notre politique relative à la limitation et à la réduction des armements.

L'avancée rapide de la liberté, qui en quelques mois a renversé les dernières structures impériales, a, ce qui était inévitable d'un point de vue historique, redonné aux Russes les vraies valeurs partagées par le reste du monde civilisé - liberté individuelle, liberté de choix, d'initiative et d'entreprise et primauté du droit.

Le "rideau de fer", qui était renforcé par la doctrine de la "forteresse assiégée" imposée au peuple et qui nous séparait du reste du monde, s'est finalement écroulé.

L'élimination de la division artificielle du monde en deux camps hostiles est le grand événement de la fin du XXe siècle. Le monde retrouve son unité sur la base solide des valeurs démocratiques et des droits de l'homme. L'humanité entre dans une ère nouvelle.

Dans la situation actuelle où les réalités politiques sont nouvelles, la communauté internationale doit repenser de façon radicale les problèmes que pose le maintien de la sécurité internationale et nationale.

En ce qui concerne la Russie, la notion de sécurité de la nation sera désormais fondée sur les principes de la stabilité militaire et politique effective aux niveaux mondial et régional.

L'instauration d'un nouvel ordre mondial basé sur des valeurs démocratiques générales et des normes juridiques exige que tous les Etats adoptent des mesures radicales en vue de démanteler leur appareil militaire superflu, conservé par inertie, et pour les ramener au niveau où les populations seront enfin libérées de la crainte d'une destruction possible de la civilisation humaine elle-même.

Alors que nous progressons vers un ordre mondial humain et démilitarisé, nous ne devons pas, bien sûr, négliger les embûches qui, par la volonté d'autres politiciens irresponsables, peuvent se présenter à la communauté internationale, à la stabilité et à la prospérité sur la planète. Le monde uni et indivisible que préconisent la Russie et tous les Etats membres de la Communauté d'Etats indépendants, présuppose l'existence de mécanismes efficaces d'action collective contre tout acte d'agression ou d'arbitraire international. Les structures des forces armées nationales devront être plus qu'elles ne le sont axées sur l'objectif de la sécurité collective. En conséquence, la Russie s'efforcera de contribuer par tous les moyens à renforcer encore le rôle de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière de maintien de la paix, y compris, le cas échéant, en fournissant des contingents selon les procédures constitutionnelles pour les opérations internationales appropriées.

La Russie se déclare prête à coopérer à cette fin avec tous les Etats et organisations internationales. Elle réaffirme qu'elle n'emploiera la force armée contre aucun Etat dans quelque circonstance que ce soit, si ce n'est en réponse à une agression contre elle-même, ses amis et alliés, et qu'elle ne sera pas la première à utiliser des armes nucléaires.

Un aspect essentiel de nos efforts pour créer un espace mondial unique de sécurité sera la participation et la coopération actives au processus de limitation et de réduction des armements.

Le désarmement constitue une priorité traditionnelle de la Russie. Cela remonte à la Conférence de La Haye, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, qui avait été convoquée à l'initiative de la Russie. Aujourd'hui, le désarmement est à nos yeux l'un des moyens les plus importants d'assurer la sécurité nationale et de renforcer la paix et la stabilité internationales.

En tant qu'Etat successeur de l'ancienne URSS, la Russie réaffirme toutes les obligations qui lui incombent en vertu des traités et accords bilatéraux et multilatéraux en vigueur et signés dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement et déclare qu'elle les respectera pleinement.

Sur les plans militaro-politique et militaro-stratégique, nous suivrons scrupuleusement les orientations exposées à long terme ci-après.

Nous organiserons nos forces armées de manière à ce qu'elles ne puissent pas être utilisées à des fins autres que la défense et les opérations de maintien de la paix entreprises en application des décisions de la communauté internationale.

Nous acheminant vers l'élimination totale des armes nucléaires, nous nous efforcerons de réduire nos forces nucléaires au niveau le plus bas qui prévienne la guerre. En même temps, il faut éliminer les incitations à porter un premier coup qui mette hors combat.

Nous ne sommes plus les adversaires des Etats-Unis ou des autres pays de l'OTAN et nous considérons comme dépassée la situation dans laquelle nous sommes la cible nucléaire les uns des autres. Il faut résolument nous dégager, par des efforts conjoints, de cet héritage de l'époque de l'affrontement et de la "guerre froide".

Le processus du désarmement nucléaire, que les intérêts des peuples du monde nous engagent si instamment à mener à bien, sera incomplet et insuffisant s'il ne se déroule que dans le cadre des relations entre la Russie et les Etats-Unis. Les autres puissances nucléaires - la Chine, le Royaume-Uni et la France - ne doivent pas rester à l'écart et accroître sans contrôle leurs arsenaux nucléaires offensifs, ce qui risquerait très prochainement de déstabiliser la situation internationale. Elles doivent elles aussi participer au processus du désarmement nucléaire véritable.

Nous nous prononçons pour l'élimination totale, en même temps que des armes nucléaires, de tous les autres types d'armes de destruction massive, sous un contrôle efficace.

Il convient, à notre avis, de prendre des mesures efficaces de renforcement du régime de non-prolifération des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive ainsi que de leurs vecteurs.

Nous tenons à assurer un maximum de transparence, de prévisibilité et de mesures de confiance dans le domaine militaire, notamment au niveau des doctrines militaires, des budgets militaires, des plans d'organisation et de déploiement des forces armées et du commerce international des armements.

Nous sommes prêts à coopérer à l'élaboration de mesures complémentaires visant à écarter les risques de guerre par accident, erreur de calcul ou terrorisme et à prévenir les incidents militaires.

Nous coopérerons et participerons à la création de structures collectives de sécurité sur la base de la Charte des Nations Unies.

Ces orientations à long terme dans le domaine du désarmement sont dictées par la nécessité d'adopter, aussi rapidement que possible, un ensemble de mesures efficaces - à la fois en concertation avec nos partenaires et unilatéralement - dans tous les domaines essentiels du processus de limitation et de réduction des armements.

Dans le domaine des armements stratégiques offensifs

L'accord sur les armements stratégiques offensifs a été soumis à la ratification du Soviet suprême de la Fédération de Russie. Le processus de ratification a également commencé aux Etats-Unis.

La Russie estime qu'il ne faut pas s'arrêter à ce qui a été obtenu mais qu'il faut aller de l'avant, de plus en plus rapidement, avec les Etats-Unis, dans la destruction des structures militaires superflues, essentiellement des structures nucléaires. En application du Traité sur les armements stratégiques offensifs, nous avons déjà pris unilatéralement toute une série de vastes mesures. Nous avons mis à la retraite environ 600 fusées stratégiques balistiques, interrompu nombre de programmes militaires de mise au point de nouveaux types d'armements stratégiques offensifs et pris des mesures de renforcement de la stabilité stratégique et de la prévisibilité.

La politique du bon exemple dans les relations entre la Russie et les Etats-Unis dans le domaine de la réduction des arsenaux nucléaires porte déjà, on le voit clairement, des fruits réels et elle doit être développée par tous les moyens.

Guidés par cet objectif, nous avons pris la décision de nouvelles initiatives visant à accélérer le processus de désarmement nucléaire.

De plus, j'ai soumis au Président George Bush une proposition de la Russie concernant de nouvelles réductions ambitieuses des armements stratégiques offensifs.

A la suite des réductions que nous avons proposées de part et d'autre, il resterait au total 2 000 à 2 500 engins nucléaires stratégiques, ce qui signifie une réduction radicale des arsenaux stratégiques de la Russie et des Etats-Unis.

J'ai l'intention d'examiner en détail et dans un esprit constructif la question de nouvelles réductions radicales des armements stratégiques nucléaires lors de ma prochaine rencontre avec le Président George Bush à Camp David.

Dans le domaine des armements nucléaires tactiques

Nous avons également déjà pris, en parallèle avec les Etats-Unis d'Amérique, des mesures drastiques pour réduire les armements nucléaires tactiques. A l'heure actuelle, ceux de l'ancienne Union soviétique sont situés sur les territoires de trois Etats : en Russie, au Bélarus et en

Ukraine. Conformément à l'accord conclu entre les Etats membres de la Communauté d'Etats indépendants, toutes les armes nucléaires tactiques seront transportées en Russie le 1er juillet 1992 au plus tard.

La production d'ogives nucléaires pour les missiles nucléaires tactiques lancés à partir du sol, d'obus d'artillerie nucléaires et de mines nucléaires a été arrêtée et les stocks d'armes de ce type seront détruits.

J'ajoute que la Russie éliminera un tiers des armements nucléaires tactiques lancés à partir de la mer et la moitié des ogives nucléaires pour les missiles sol-air. Elle a déjà pris des dispositions à cet effet.

Dans la perspective d'une élimination totale des armes nucléaires tactiques dans un proche avenir, la Russie complétera ces mesures en réduisant de moitié ses stocks d'armes nucléaires tactiques aéroportées.

Dans le domaine des missiles antimissiles balistiques et de l'espace

La Russie confirme son adhésion au Traité sur les missiles antimissiles balistiques, qui est un moyen efficace de limiter la course aux armements stratégiques et un facteur important dans le maintien de la stabilité stratégique.

Nous fondant sur cette position de principe, nous sommes disposés à poursuivre, sans idées préconçues, un dialogue avec les Etats-Unis sur leur proposition de systèmes limités de missiles antimissiles balistiques. Notre position finale sur cette idée sera déterminée par la mesure dans laquelle elle contribue à renforcer la stabilité stratégique, compte tenu des réductions importantes opérées dans le domaine des armements offensifs stratégiques.

Je déclare que la Russie est prête à éliminer, sur une base de réciprocité avec les Etats-Unis d'Amérique, les systèmes antisatellites existants et à élaborer un accord visant à interdire complètement les armes spécialement conçues pour attaquer les satellites.

Dans le domaine de l'interdiction des essais d'armes nucléaires et de la production de matières fissiles à des fins militaires

La Russie est résolument favorable à l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires. Nous respectons le moratoire d'un an sur les essais d'armes nucléaires institué en octobre 1991, et nous espérons que les autres puissances nucléaires s'abstiendront de procéder à de tels essais. Un climat de modération de part et d'autre faciliterait la conclusion d'un accord sur la cessation totale de tels essais.

Afin de résoudre ce problème une fois pour toutes, nous proposons aux Etats-Unis de reprendre les négociations bilatérales échelonnées sur de nouvelles restrictions des essais d'armes nucléaires.

La Russie a l'intention de poursuivre le programme de cessation de la production de plutonium de qualité militaire. Les réacteurs industriels produisant ce type de plutonium seront arrêtés d'ici à l'an 2000; dès 1993 pour certains d'entre eux, selon un calendrier accéléré. Nous renouvelons la proposition que nous avons faite aux Etats-Unis en vue de parvenir à un accord sur l'arrêt contrôlé de la production de matières fissiles à des fins militaires.

Dans le domaine de la non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs

En tant qu'Etat successeur de l'URSS, la Russie réaffirme bien entendu ses obligations au titre du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, y compris celles qui lui incombent en sa qualité de dépositaire. Nous comptons sur la prochaine adhésion au Traité du Bélarus, du Kazakhstan et de l'Ukraine ainsi que des autres Etats membres de la Communauté d'Etats indépendants, en tant que puissances non dotées d'armes nucléaires.

La Russie proclame son plein appui à l'activité de l'Agence internationale de l'énergie atomique et se prononce pour une plus grande efficacité des garanties.

Nous nous félicitons de l'accord qui s'est dégagé au sujet de la création, sur la péninsule coréenne, d'une zone exempte d'armes nucléaires.

Nous avons l'intention de prendre des mesures complémentaires pour assurer que les exportations de la Russie ne contribuent pas à une prolifération des moyens de destruction massive. C'est précisément dans cette perspective que nous travaillons à faire du principe des garanties universelles de l'AIEA la condition de nos exportations de produits nucléaires à des fins pacifiques et de notre adhésion officielle, en tant que membre à part entière, au régime international de la non-dissémination des fusées et de la technologie des fusées. Nous soutenons les efforts du "groupe australien" en vue d'un contrôle des exportations de substances chimiques.

Nous avons l'intention d'adopter une législation intérieure applicable aux exportations de matières, d'équipements et de technologies à double fin qui pourraient être utilisés pour la fabrication d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou encore de fusées de combat. En outre, nous mettrons en place un système efficace de contrôle gouvernemental de ces exportations. Nous agissons en coopération et coordination des plus étroites sur ce point avec tous les gouvernements membres de la Communauté d'Etats indépendants.

La Russie appuie les principes directeurs régissant le commerce des armes adoptés à Londres en octobre 1991 par les pays qui sont les principaux exportateurs d'armements classiques et elle les respectera.

Dans le domaine des armes classiques

Le Traité sur les forces armées classiques en Europe a été présenté au Parlement de la Russie pour ratification. Il est entendu avec les autres Etats membres de la Communauté d'Etats indépendants au territoire desquels s'applique ledit accord qu'ils le ratifieront également.

La Russie réaffirme sa volonté de ramener à 700 000 hommes les effectifs des forces armées de l'ancienne Union soviétique, conjointement avec les autres Etats membres de la Communauté d'Etats indépendants.

La Russie attache une grande importance tant aux négociations qui ont lieu actuellement à Vienne sur la réduction des effectifs et sur les mesures de confiance qu'aux nouvelles négociations prévues après les consultations de Helsinki 2 sur la sécurité et la coopération en Europe. Ces nouvelles négociations pourraient devenir une instance paneuropéenne permanente pour la recherche sur la façon de concevoir un système paneuropéen collectif de sécurité.

La Russie s'efforce de parvenir à un accord dans les entretiens avec la Chine concernant la réduction des forces armées et des armements dans la zone frontalière.

Notre décision de ne pas procéder en 1992 aux grandes manoeuvres auxquelles devaient participer plus de 13 000 soldats sur la partie non seulement européenne mais aussi asiatique du territoire de la Communauté d'Etats indépendants contribuera également pour beaucoup au renforcement de la stabilité.

Nous espérons également qu'il sera possible très prochainement de signer un traité sur le régime du "ciel ouvert".

Dans le domaine des armes chimiques

Nous estimons qu'il faudra conclure dans les meilleurs délais - dès 1992 - une convention générale sur l'interdiction des armes chimiques qui, espérons-nous, ne portera pas préjudice aux intérêts économiques légitimes des Etats parties tout en fermant complètement la voie à la possession d'armes chimiques.

La Russie est fermement rattachée à l'accord signé en 1990 avec les Etats-Unis, sur la non-production et la destruction des armes chimiques. Il sera toutefois nécessaire de modifier certains des délais qui y sont prévus pour la destruction de ce type d'armements.

Toutes les armes chimiques de l'ancienne URSS se trouvent sur le territoire de la Russie, qui prend la responsabilité de leur destruction. Nous préparons un programme gouvernemental de destruction et nous sommes prêts à coopérer dans ce domaine avec les Etats-Unis et d'autres pays intéressés.

Dans le domaine des armes biologiques

La Russie se prononce pour le respect rigoureux de la Convention de 1972 sur l'interdiction des armes biologiques, pour la création, sur une base multilatérale, d'un mécanisme de contrôle et pour l'adoption de mesures de confiance et de transparence.

La Russie, en tant que partie à la Convention de 1972, renonce à toutes les réserves formulées par l'URSS au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, qui avaient trait à la possibilité d'utiliser des armes biologiques en riposte.

Dans le domaine des budgets militaires

La Russie continuera à réduire substantiellement son budget militaire et lui donnera une orientation sociale.

En 1990-1991, les dépenses militaires avaient déjà été réduites de 20 % en prix constants, de 30 % pour l'acquisition d'armements et de technologie.

En 1992 nous avons l'intention de réduire encore de 10 % (aux prix de 1991) nos dépenses militaires. Dans l'année qui commence, le volume de la production d'armements sera réduit de moitié environ par rapport à l'année écoulée.

Dans le domaine de la conversion des installations de production militaire

La Russie se félicite de la coopération internationale dans le domaine de la conversion des installations de production militaire et, pour sa part, elle encouragera ainsi l'instauration d'un régime du plus grand avantage et l'institution d'avantages fiscaux pour les projets conjoints en ce sens. La conversion se fera de la manière la plus profitable pour la population.

Voici les orientations fondamentales de la politique de la Russie dans le domaine de la réduction des armements et du désarmement. Nous sommes ouverts aux idées et propositions d'autres Etats visant à renforcer la paix et la sécurité internationales. Une paix durable peut et doit être garantie par des efforts conjugués.
